

LES 18ES CONTROVERSES EUROPÉENNES DE MARCIAC

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?

Les 1^{er} et 2 août 2012, à Marciac (Gers)

TABLE RONDE

QUELLES SONT LES NOUVELLES FIGURES DE L'AGRICULTEUR MODERNE EN EUROPE ?

Des plaines de Hongrie à celles de l'Andalousie, des vertes prairies du Royaume-Uni aux vergers du sud-ouest de la France, cette table ronde propose un tour d'horizon, en quatre étapes, des nouvelles figures de la modernité agricole.

Avec **Raúl Compés López**, professeur en économie et sciences sociales à l'Université de Valence (Espagne), **Tom Lines**, économiste et consultant (Royaume-Uni), **Csaba Sandor Tabajdi**, député européen, membre de la Commission « agriculture et développement rural » (Hongrie), et **Bart Verhoef**, agriculteur à Rabastens (81), de nationalité hollandaise.

www.agrobiosciences.org

Mission Agrobiosciences
Enfa BP 72 638
31 326 Castanet-Tolosan



INTERVENANTS



Raül COMPES LOPEZ¹ est professeur en économie et sciences sociales à l'Université de Valence, en Espagne. Ingénieur agronome de formation, il travaille notamment sur les réformes de la PAC et ses impacts pour les agricultures régionales.



Tom LINES est économiste et consultant britannique. Présent pour la troisième année consécutive à Marciac², il s'est orienté vers l'expertise indépendante sur la pauvreté et la sécurité alimentaire.



Economiste et philosophe de formation, **Csaba Sandor TABAJDI**³ est député européen depuis 2004, membre de la Commission européenne « Agriculture et développement rural ». Il est venu à plusieurs reprises à Marciac et a fondé, à l'issue de sa première participation, l'équivalent hongrois des Controverses : la Magyar Agrarakademia.



Bart VERHOEF est hollandais, agriculteur dans le Tarn, à Rabastens, depuis 1984. Il a créé une exploitation familiale le Verger de Foncoussières⁴, axée sur la production de fruits, de miel, de jus de pomme. L'exploitation possède également son propre magasin de vente directe de produits fermiers.

¹ Lire sur le site de la Mission Agrobiosciences le portrait détaillé de Raül Compés López : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3162

² Lire sur le site de la Mission Agrobiosciences le portrait détaillé de Tom Lines : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3172

³ Lire sur le site de la Mission Agrobiosciences, l'intervention de Csaba Sandor TABAJDI « *La Pac vue depuis la Hongrie* » à Marciac en 2007. http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2442

⁴ Voir le site du Verger de Foncoussières : <http://vergerdefoncoussières.com/>

TABLE RONDE

QUELLES SONT LES NOUVELLES FIGURES DE L'AGRICULTEUR MODERNE EN EUROPE ?

Mission Agrobiosciences (MAA). Après avoir beaucoup parlé de la modernité au sens d'un concept un peu abstrait, nous allons nous intéresser aux hommes et aux femmes. Car on s'en doute, en fonction des pays, on assigne à l'agriculture et aux agriculteurs une place différente. Il paraît alors logique que la modernité agricole n'ait pas les mêmes visages que l'on soit en Angleterre ou dans les plaines andalouses, aux abords de Rotterdam ou sur les rives du Danube. Quel est le visage des agricultrices et des agriculteurs contemporains : un grand céréalier ? un maraîcher urbain ? Un « jardinier », un producteur d'énergie ou un « moléculateur » ? Est-il salarié d'une grande entreprise, propriétaire ou indépendant ? Est-il spécialisé ou multifonctionnel ? Quel âge a-t-il ? Quelle formation ? Sur quel territoire vit-il ?

Moderniser les têtes avant les technologies

Commençons par le statut de l'agriculteur moderne, du point de vue de la Hongrie et des pays d'Europe centrale. L'agriculteur moderne est-il toujours un exploitant familial ou est-il devenu un chef d'entreprise, voire le salarié d'un grand groupe ? En France, par exemple, la figure en vogue, il y a de cela quelques années, était celle de l'agri-manager. Mais celle-ci semble à présent dépassée et même ringarde au profit, dans les représentations des urbains, de celle du paysan.

Qu'en est-il en Hongrie ? Qui sont les agriculteurs modernes ? Quelle représentation en avez-vous ? Et d'ailleurs, y a-t-il des agriculteurs modernes ?

Csaba Sandor Tabajdi. C'est la quatrième fois que je participe aux Controverses européennes de Marciac que je me plais à nommer La Mecque de l'agriculture européenne. Cette fois encore, j'ai été assez déconcerté par le sujet proposé, sujet assez abstrait, « *descartien* », à la tonalité philosophique, bref, typiquement français.

Qu'est-ce que la modernité ? Pour moi, Marciac est une figure de la modernité. De même que l'agriculture française en est une autre. Pour

nous, les nouveaux Etats membres d'Europe centrale, l'agriculture française est un point de référence de la modernité, de part notamment la diversité de ses structures. En Hongrie, comme en Bulgarie ou en République Tchèque, deux types de structures co-existent : les grandes exploitations héritées de l'époque de la collectivisation, et les petites exploitations. Voilà pourquoi, de mon point de vue, le débat sur les notions de compétitivité et de modernité comme les discussions qui visent à identifier ceux qui sont modernes de ceux qui ne le sont pas, sont trop sophistiqués. Car, pour les pays d'Europe centrale, l'enjeu est d'abord d'adopter l'état d'esprit de nos collègues agriculteurs d'Europe occidentale. Ceci représente une tâche énorme. Nous devons moderniser avant tout les têtes, et après les technologies.

Ainsi, je serais très heureux si les paysannes hongroises de la grande plaine avaient le même degré de culture de la personne chez qui je suis actuellement hébergé. Je suis issu d'une famille paysanne. De notre point de vue, la modernité revêt un sens différent. Par exemple, la mondialisation, le marché global représentent, pour nous, un défi.

Finalement, j'ai été étonné que ne soit pas discutée à Marciac la proposition législative de la Commission européenne sur le budget de la PAC, alors que nous sommes dans la phase finale des débats au Parlement européen. Quelle va être la position de la France et de son nouveau président François Hollande ? Celle-ci va-t-elle s'engager pour que le budget agricole européen conserve son niveau actuel ?

Un agriculteur peut se sentir marginalisé dans son village

MAA. Tom Lines, l'Angleterre a-t-elle encore des agriculteurs ? Sont-ils modernes ?

Tom Lines. Il y a de moins en moins d'agriculteurs. Quant à savoir s'ils sont modernes ou pas, cela dépend du sens que l'on attribue au terme de modernité.

Historiquement, les exploitants agricoles faisaient partie de l'élite de la société villageoise. Ils en étaient les employeurs principaux. Ainsi, dans les villages, on était ouvrier ou employé agricole mais pas paysan. En 2006, il y avait 300 000 fermes actives au Royaume-Uni pour une population active agricole atteignant 534 000 individus. Parmi eux, 184 000 employés. Ceci signifie qu'actuellement, le secteur agricole ne génère que très peu d'emplois puisque l'on ne dénombre qu'un employé pour deux exploitants. Un individu travaillant seul sur une exploitation de 50 hectares environ (la moyenne étant de 57 ha) n'est plus une exception, bien au contraire. Or ce dernier se trouve souvent isolé, voire quelque peu marginalisé même dans son village. De nombreux citadins s'y sont installés, se plaignant de la moindre petite odeur, de la bouse sur la route, etc.

A cela s'ajoute la forte perte de revenus. Dans le milieu des années 70, le revenu total de l'agriculture de l'Angleterre était de 7 milliards de livres. En 2004, en valeur constante, il ne dépassait pas les 3 milliards de livres. Depuis, les revenus ont augmenté pour atteindre 4 à 5 milliards. Le contexte est gravissime.

L'agriculteur moderne est un survivant, dans une course " darwinienne "

MAA. Continuons notre petit tour d'Europe. Que peut-on dire de tout ceci, vu d'Espagne, Raul Compes ?

Raül Compés López. De mon point de vue, la modernité, c'est le changement, la transformation, l'adaptation à des conditions externes de plus en plus difficiles. Je ne sais si l'agriculteur moderne est un homme en costard-cravate greffé à son ordinateur, car à mes yeux, il est avant tout un survivant. Être un homme moderne, c'est être en capacité de s'adapter sans cesse aux contraintes et aux nouvelles difficultés, tous les jours plus importantes. Dans cette interminable course darwinienne, l'agriculteur capable de surmonter cet état de changement permanent est un héros de l'agriculture.

Ceci étant dit, il s'avère difficile de dresser un portrait type de l'agriculteur moderne. D'abord, l'agriculture espagnole, comme l'agriculture européenne est non seulement très diverse mais en constante mutation. Sans entrer dans le détail, elle a profondément changé de visage dans la seconde moitié du siècle dernier. Plus près de

nous, en l'espace de dix ans, près d'un quart des exploitations ont disparu ; parallèlement, on observe une diminution de 20% du nombre d'actifs agricoles. Imaginez la vitesse du changement ! Faites une photographie du monde agricole, comparez-la à d'autres réalisées cinq ans plus tôt et vous verrez combien les choses ont changé.

Quelles sont les grandes tendances ? L'exploitation familiale reste la structure majoritaire. Néanmoins, elle s'efface progressivement au profit des entrepreneurs et des salariés agricoles qui sont principalement des immigrés. Toujours sur ces aspects sociologiques, l'agriculture reste un milieu fortement masculin : $\frac{3}{4}$ d'hommes pour $\frac{1}{4}$ de femmes. Cette proportion demeure relativement stable.

Ensuite, il existe une forte hétérogénéité des exploitations. D'un côté, on trouve des agricultures très spécialisées. Ainsi, par exemple, 20% des exploitations espagnoles sont spécialisées dans la culture de l'olivier, 20% dans celle des agrumes ; 10% sont consacrés à la viticulture. De l'autre, il est de plus en plus difficile de ne vivre que de l'agriculture en Espagne. Aussi, certaines exploitations diversifient leurs activités et leurs sources de revenus pour assurer leur survie, en investissant le marché de l'énergie (photovoltaïque, éolien), ou celui des cultures de niches telles que l'agriculture biologique. Aujourd'hui, avec son million d'hectares, l'Espagne est le pays de l'UE qui possède la plus grande surface agricole dédiée à l'agriculture biologique.

Enfin, la crise que connaît depuis longtemps l'agriculture se double d'une crise économique espagnole, dont vous connaissez tous l'ampleur.

Une perte d'estime professionnelle, doublée d'un sentiment d'abandon

Un dernier point qui a son importance : quel regard portent les agriculteurs sur eux-mêmes ? Comment se perçoivent-ils ? A l'occasion d'une enquête, on leur a demandé de se situer dans l'échelle sociale par rapport aux autres professions. Ils se sont attribués la note de 6/10. Il s'agit de l'auto-évaluation la plus faible de toutes les catégories professionnelles enquêtées. Il y a une importante perte d'estime professionnelle.

Par ailleurs, la profession agricole se sent particulièrement délaissée par son administration. Celle-ci gère surtout de l'argent à l'image de la politique agricole qui est devenue une politique agro-budgétaire. Désormais, les discussions portent sur la répartition budgétaire de la PAC et non plus sur ses orientations agricoles. Il n'y a plus d'accompagnement, d'assistance, de soutien pour que les agriculteurs s'adaptent aux changements, répondent aux nouveaux besoins de la société. Finalement, seul un tiers des agriculteurs désirent que leur fils s'oriente vers ce métier.

MAA. Poursuivons avec Bart Verhoef, d'origine hollandaise et qui a monté son exploitation en France. Quand vous êtes arrivé dans l'hexagone, quelles différences majeures avez-vous perçues dans la manière de conduire l'exploitation, d'être agriculteur ? Dans le regard que porte la société sur ce métier ?

Bart Verhoef. Il y a une grande différence entre aujourd'hui et les années 80. En Hollande, la pression sur le foncier a toujours été forte. Il y a peu de terres disponibles et des besoins multiples – pour l'agriculture, l'urbanisation, la construction des routes, etc. Les prix sont donc très élevés. Conséquence : l'agriculture est une activité bien moins rentable que la spéculation sur les prix du foncier. En France, la problématique diffère quelque peu.

Ensuite, en Hollande, de nombreux exploitants agricoles possèdent leur propre société dont ils sont salariés. Ceci présente un énorme avantage : en cas d'arrêt de l'activité, la vente des biens couvre largement les frais liés à celle-ci. La suspension des activités prend donc une tournure moins dramatique qu'en France. Ici, généralement, les agriculteurs qui cessent de travailler sont ceux qui, au bout de trois voire quatre ans, n'arrivent plus à faire face à leurs obligations bancaire et économique.

Une entreprise de plus de 1 million de poulets et 35 000 cochons, une agriculture « durable » subventionnée par l'Europe

MAA. En dehors de l'accès au foncier, auriez-vous pu créer, en Hollande, la même exploitation que celle que vous avez dans le Tarn ? Avec ce verger, ce système de la vente directe et de la cueillette...

Bart Verhoef. Si j'en avais eu les moyens financiers, oui. J'aurais pu créer la même chose. Mais à l'époque, j'avais 22 ans et je ne disposais pas des fonds nécessaires. Or la France offrait bien des possibilités. Il y avait des terres arables disponibles, ce qui nous a permis de nous installer.

Désormais, en Hollande comme dans le reste de l'Europe, il existe une agriculture à deux vitesses, avec d'un côté, les petites exploitations familiales, qui développent la vente locale, et de l'autre, l'agriculture industrielle qui progresse à grands pas. Un exemple parmi d'autres de cette dernière. L'un des derniers projets en cours en Hollande est une exploitation de 1,2 millions de poulets et de 35 000 cochons. Et ce projet « d'agriculture durable » est subventionné par l'Europe ! Parallèlement, on dit qu'il faut maintenir le tissu rural. C'est à n'y rien comprendre.

Plaidoyer pour les coopératives

MAA. A vous écouter tous, on a le sentiment que la question n'est pas tant d'être moderne que de survivre...

Csaba Sandor Tabajdi. Comme l'a très bien rappelé Istvan Feher, le contexte historique de la Hongrie est singulier. A l'époque de l'économie planifiée, il y avait d'un côté des grandes exploitations collectives d'Etat et, de l'autre, de petites exploitations individuelles. Et ces formes collectives et individuelles se complétaient. Suite à la transition économique, ce système a été complètement déconstruit. S'il est vrai que, Istvan en a fait état, la création des formes coopératives s'est opérée par la force, leur démantèlement a été conduit par la nouvelle classe politique avec la même dureté.

C'est pourquoi je crois que le message que doivent adresser la France et les pays d'Europe occidentale à leurs voisins d'Europe centrale est le suivant : unissez-vous ! Créez des coopératives ! Ces dernières sont le seul moyen de survivre dans une économie de marché.

C'est une question très importante qui fait l'objet d'un débat idéologique en Hongrie, entre la gauche et la droite. Les premiers défendent le

modèle de la coopération et invitent les agriculteurs à se regrouper. Les seconds souhaitent poursuivre le démantèlement des grandes exploitations et promouvoir l'exploitation familiale à l'instar de ce qui existe en France. Ce débat concerne les coopératives comme la modernisation. Reste qu'il n'y a pas de modernisation de gauche ou de droite, mais une modernisation efficace.

Des agriculteurs invisibles dans la société britannique

MAA. Quelle est la place des agriculteurs en Angleterre ou au Royaume-Uni ?

Tom Lines. Je dirais qu'ils sont presque invisibles. Les agriculteurs représentent 1,3% de la population active, et le secteur pèse pour 0,5% du PIB du pays. Le Royaume-Uni est une nation fortement urbanisée et, ce, depuis très longtemps. Dès lors, tant du point de vue économique que social, les agriculteurs sont quasiment invisibles. Quant à la question de savoir l'image que les citoyens en ont, aucune me semble-t-il. Certains enfants ne savent même pas que le lait vient de la vache – et ce n'est pas une blague.

Cependant, on assiste à une rupture. Il y a de cela trente ans, l'image des agriculteurs était détestable. A l'époque, le Gouvernement britannique défendait l'économie de marché et dans ce contexte, il a supprimé de nombreuses subventions. Le taux de chômage a fortement augmenté. Or les agriculteurs britanniques ont continué à percevoir des aides de la PAC : ils s'enrichissaient, roulaient en berline. Même si cet enrichissement était exagéré et fortement inégal d'un exploitant à l'autre, pour la société, cette situation était injuste. A ses yeux, les agriculteurs recevaient des subventions alors même qu'ils étaient relativement aisés. En 1985, la part de ces subventions dans le revenu moyen d'une exploitation familiale, modèle dominant en Grande-Bretagne, était de 23%. En 2003, le pourcentage atteignait 65%. Les subventions n'ont pas augmenté pour autant : ce sont les prix qui ont chuté.

Depuis lors, l'image des agriculteurs a changé. Je me souviens, petit, que les journaux s'offusquaient régulièrement des manifestations des agriculteurs français jugés irresponsables. Le contexte est désormais différent. Récemment, en Angleterre, les centrales d'achat des grandes surfaces ont voulu réduire encore un peu plus le

prix du lait alors que le nombre de fermes laitières diminuent depuis longtemps. D'après mes calculs, le prix d'achat du lait au producteur a baissé de 36% en trente ans par rapport à l'indice des prix à la consommation. Les producteurs de lait ont bloqué pendant quelques jours les principales laiteries du pays pour faire pression et les pouvoirs publics les ont entendus. C'est une première ! Jamais les agriculteurs britanniques n'avaient agi ainsi. Je pense qu'il faut y voir un signe de la faiblesse, croissante, de leur position dans la société. Ils ont matière à se plaindre mais ne disposent plus d'autres moyens pour manifester leur colère.

Une dernière précision : jusqu'aux années 90 et les réformes Mac Sharry⁵, la part d'auto-production avait considérablement augmentée : elle était de l'ordre de 80%. Depuis lors, elle a chuté de près de 15%.

MAA. Raoul Compes, vous avez dit que les agriculteurs espagnols ont une mauvaise image d'eux-mêmes, à la fois de leur statut et de leur fonction. Mais comment sont-ils considérés par la société ? Les enfants Espagnols savent-ils que le lait vient des vaches au contraire des petits Anglais ?

Par ailleurs, nous parlons beaucoup, depuis le début de ces controverses, de coopération. De quoi l'agriculture espagnole a-t-elle besoin pour retrouver un nouveau souffle ?

Raül Compés López. A la différence de l'Angleterre, l'Espagne a fait sa révolution industrielle plus récemment – il y a une

⁵ Au début des années 1990, alors que les négociations agricoles multilatérales dans le cadre du cycle de l'Uruguay étaient dans l'impasse, certains dysfonctionnements de la PAC ont conduit la Commission européenne à proposer la première réforme d'envergure de cette politique, dite « réforme Mac Sharry », du nom du Commissaire européen qui en a proposé les principales innovations. Ces dernières portent plus précisément sur : une baisse importante des prix des produits agricoles afin de les rendre plus compétitifs sur les marchés intérieurs et extérieurs ; une compensation intégrale et durable des effets de cette baisse par des montants compensatoires ou des primes non liées aux quantités produites ; une maîtrise de la production par le recours à des mesures limitant l'utilisation des moyens de production (gel des terres arables, charge des animaux à l'hectare de surface fourragère...) à côté du maintien de réglementations plus drastiques, telles que les quotas. Source Site du Sénat : *Réformer la Pac, une nécessité* <http://www.senat.fr/rap/r97-466/r97-4662.html>

quarantaine d'années. A moins qu'elle n'ait pas encore eu lieu... Blague à part, jusqu'au milieu du 20^{ième} siècle, la moitié de la population espagnole vivait en milieu rural. Bien des enfants Espagnols ont des grands-parents agriculteurs ; ils savent très bien d'où vient le lait.

Venons-en aux faiblesses de notre agriculture. J'en citerai deux. Premier écueil : les agriculteurs ont un niveau d'étude et de formation très bas. 85% d'entre eux n'ont pas poursuivi leurs études secondaires⁶, ce qui signifie qu'ils ont appris leur métier sur le tas. Il y a dix ans, 95% des agriculteurs se trouvaient dans ce cas. Si la route est longue, la situation s'améliore.

La deuxième faiblesse est d'ordre structurel. L'agriculture espagnole est variée, c'est un atout. Mais elle est fragmentée. Ainsi, dans le top 20 des industries agroalimentaires européennes, il n'y a qu'une seule entreprise espagnole, ce qui ne reflète absolument pas le poids de l'agriculture espagnole dans l'UE. C'est un problème d'organisation, un manque d'intégration verticale.

Voilà pourquoi je pense que notre principal défi n'est pas de défendre les intérêts espagnols dans le cadre de la réforme de la PAC, mais de résoudre ses problèmes internes. Nous devons améliorer la formation des agriculteurs et l'organisation de nos filières, pour être plus forts dans ce monde de plus en plus concurrentiel.

Bart VERHOEF. Quelques remarques par rapport à tout ce qui vient d'être dit. Tout d'abord, les coopératives sont une bonne chose. Mais combien d'entre elles fonctionnent pour le système lui-même et non plus pour leurs adhérents ? L'intérêt que peuvent y trouver les institutions, la direction, les salariés, les banques, des fournisseurs n'est, hélas, pas souvent le même que celui des adhérents à la coopérative.

Ensuite, on entend çà et là qu'il faut agrandir la taille des exploitations, comme s'il s'agissait d'un gage de viabilité de celles-ci. Dans le secteur du fruit, on ne compte plus le nombre d'exploitations de 200 à 300 hectares en situation de faillite. Ce n'est donc pas en agrandissant à outrance les exploitations que l'on va garantir la

⁶ En Espagne, les études secondaires se composent de deux cycles : l'un obligatoire, de 12 à 16 ans ; l'autre non obligatoire (16 à 18 ans) composé de deux filières, générale et professionnelle.

survie de l'agriculture, sécuriser nos approvisionnements ou encore maintenir vivant le tissu rural. Je n'en suis pas convaincu.

Reste enfin, la question des modèles. 2014 : fin des quotas laitiers. 90% des producteurs de lait français vont stopper leur activité : avec des exploitations de 100 à 120 vaches laitières, comment voulez-vous qu'ils fassent le poids face aux gigantesques exploitations allemandes ou hollandaises, entre 6000 et 10 000 bêtes, nourries avec du soja importé à bas coût ?

Si l'on continue sur la même voie, les fermes familiales vont s'effacer progressivement pour laisser la place à des fermes industrielles. Alimentées par des capitaux extérieurs, avec l'impact catastrophique pour les pays du tiers monde (destruction des agricultures vivrières, déforestation...), ces structures seront à même de proposer une alimentation très bon marché. Derrière ces perspectives, se dessine une vraie question de société : quelle agriculture voulons-nous ? Et sommes-nous prêts à payer notre nourriture ?

DÉBAT

Questions...

Michel Baylac, agriculteur à Roquelaure et président de la Safer.

Istvan Feher a mis l'accent, dans son intervention, sur des outils qui sont parfois décriés et critiqués. Il a notamment évoqué les centres de gestion et les Safer⁷. Celles-ci ont été créées en France en 1960 dans le cadre de la loi de modernisation, fruit d'un travail minutieux et de longue haleine conduit par les jeunes agriculteurs et leur représentant Michel Debatisse, le président de la FNSEA, Eugène Forget, le ministre de l'agriculture Edgard Pisani et le président de la République, le Général De Gaulle.

Cinquante ans plus tard, nous avons modernisé cet outil. Certes tout n'est pas parfait. Il y a maintes et maintes astuces pour détourner la réglementation. Ceci étant, les Safer ont permis à la France d'avoir un foncier encore accessible. Et nous nous battons, à l'échelle européenne, pour garder et améliorer cet outil de régulation. D'ailleurs, nous sommes heureux qu'il y ait, à l'échelle communautaire, cette volonté de régulation. Ainsi, il existe désormais une structure qui s'appelle l'AEIAR – l'association européenne des instituts d'aménagement rural –, dont la Fédération Nationale des Safer est membre et à laquelle le « hungarian rural network » (le réseau rural hongrois) vient d'adhérer. Les hongrois ont réalisé le même constat que celui opéré par Istvan Feher, sur la nécessité de disposer de tels outils.

Je crois que ces derniers doivent être maintenus si l'on souhaite préserver notre modèle européen, ses exploitations « transmissibles » et familiales dont nous avons parlé. Ceci, d'autant plus que le coût de la Fédération National Safer et des Safer pour l'Etat français est raisonnable, 4 millions d'euros ; les établissements publics fonciers pèsent pour 280 millions. Je ne veux pas opposer les outils, seulement rappeler l'intérêt des Safer et la nécessité d'améliorer et de préserver celles-ci.

⁷ Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural. Créées en 1960 dans le cadre de la loi d'orientation agricole, ces sociétés disposaient historiquement d'un droit de préemption sur l'achat de terres agricoles. Elles devaient ainsi faciliter l'installation des jeunes. En savoir plus sur les Safer : <http://www.safer.fr/index.asp>

Jacques Berthelot, économiste.

J'aimerais souligner deux choses. La première est que le taux de chômage a explosé en Europe et qu'il a augmenté deux fois plus vite dans les Nouveaux Etats Membres, dans l'UE des 12⁸ que dans l'UE des 15⁹. Or on sait que la Commission européenne a prévu de poursuivre la réduction de l'emploi agricole à hauteur de 3% par an pour les Nouveaux états membres et de 1% par an pour ceux de l'ex-UE15. Objectif : accroître la compétitivité des exploitations restantes.

Ensuite, j'aimerais réagir sur cette question du foncier qui rejoint, selon moi, celle des aides, le montant de ces dernières étant fonction de la surface. Ne pensez-vous pas qu'il serait préférable que les aides soient dégressives, moins importantes à mesure que le nombre d'hectares augmente ? Et que, à l'inverse, sur les premiers hectares, elles soient plus importantes ?

Ce n'est pas le cas actuellement et la nouvelle PAC devrait maintenir ce système. Pour sauvegarder l'emploi en Espagne ou encore en Hongrie, pays où près de 20% de la population active est au chômage, ne faudrait-il pas faire pression sur le Parlement européen et les Etats membres pour changer le système actuel de calcul du montant des aides ?

Catherine Morzelle, ARAMIP.

Ma question s'adresse à Raül Compés et porte sur l'agriculture biologique. L'Espagne est bien plus en avance que la France dans ce domaine, comme le montre par exemple le cas de l'entreprise Soria Natural, implantée en Castille et León¹⁰. J'aimerais en savoir un peu plus sur la

⁸ UE 12 : désigne les pays qui ont adhéré à l'Union européenne, en 2004 - Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Chypre, Malte – puis en 2007, avec la Bulgarie et la Roumanie.

⁹ UE 15 : désigne les pays membres de l'Union européenne avant l'élargissement de 2004. A savoir : la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Irlande, le Royaume-Uni, le Danemark, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Finlande, la Suède, l'Autriche.

¹⁰ Groupe espagnol connu pour ses compléments alimentaires et qui a, au milieu des années 2000,

manière dont ce créneau se développe en Espagne. Finalement, tout ceci pose la question du développement économique des territoires comme des choix de sociétés qui s'offrent à nous. Y a-t-il une opportunité pour développer une agriculture non plus quantitative mais qualitative ? Devons-nous aller vers des modèles où l'industrie agricole nous fournit de quoi « mâchonner » et nous vend parallèlement des compléments alimentaires pour satisfaire les besoins nutritionnels ? Ou choisissons-nous de rebâtir une alimentation et une agriculture qualitatives ? Dans ce cadre, l'agriculture biologique a-t-elle un avenir ? Puisque l'Espagne est plus en avance que nous dans ce domaine, j'aimerais avoir le point de vue de Raül Compés.

Eliane Crepel, infirmière scolaire.

Dominique Olivier a insisté sur les notions de valeur ajoutée et de stratégie. De mon côté, je me demande s'il ne faudrait pas chercher aussi la valeur retranchée. Je m'explique. Dans l'industrie, par exemple, lorsque l'on permet aux mères de garder leurs enfants sur place, certes elles quittent parfois leur travail pour aller voir leurs enfants et en ce sens, c'est une valeur retranchée. Mais, au final, elles sont en bien meilleure situation psychologique pour faire leur boulot. En définitive, on crée de la valeur ajoutée. A chercher systématiquement la valeur ajoutée, on finit peut-être par la perdre. Alors que si on se place aussi en situation de chercher la valeur retranchée, celle-ci finit par se transformer en valeur ajoutée...

Claude Laborde, président de la Fédération régionale des coopératives agricoles Midi-Pyrénées.

Au risque de vous surprendre, je rejoins ce qui a été dit à la tribune sur le maintien du budget de la PAC. Il est temps que les grandes organisations agricoles nationales entrent dans le vrai débat : celui du partage des enveloppes. On ne peut pas continuer avec un tel déséquilibre entre agriculteurs d'un côté et entre les régions de l'autre. Plus la surface est élevée, plus les aides de la PAC sont élevées ! Il faut corriger ce système. De même, il convient de plafonner le montant des aides de la PAC. Dans le cas

contraire, on se retrouve avec des exploitations qui bénéficient d'aides colossales. Citons les cas de la Reine d'Angleterre ou encore de Monaco... Il est fondamental de retrouver un ordre de partage entre les agriculteurs et de rationaliser les aides.

Un mot sur la coopération. Il faut faire attention à ce que l'on dit. Les problèmes de coopération sont d'abord le problème des coopératives. Et s'il y a des difficultés au sein de la coopérative, vous disposez d'un bulletin de vote pour changer les administrateurs. Il est vrai que ceci s'avère plus compliqué au sein des grosses structures où l'on ne renouvelle qu'un tiers des postes d'administrateurs tous les trois ans. Pour autant, selon moi, le vrai problème de gouvernance dans les coopératives se situe ailleurs. Il s'agit d'avoir des dirigeants à la hauteur de leurs responsabilités. Aujourd'hui, nous sommes souvent noyés par nos propres systèmes de direction. Sur un plan professionnel, on n'arrive pas forcément à suivre. A titre personnel, je n'ai pas réussi à être à la fois agriculteur et responsable de coopérative. Il est très difficile, dans ce cadre, de conserver son exploitation.

... Réponses

Istvan Feher¹¹

Pour ce qui concerne les Safer. J'ai réalisé une étude à Montauban et en Normandie, pour la Pologne et la Hongrie, avec pour objectif d'adapter ces systèmes. Tous les ministres de l'agriculture étaient d'accord. Seul un point posait problème : la transparence. Depuis quinze ans, le point de blocage reste le même et concerne la délicate question de la transparence – de la corruption diront les plus critiques. Je ne sais pas comment les choses se passent en France, mais en Hongrie, les politiques parlent souvent d'agriculture avant les élections. Puis, une fois celles-ci passées, plus rien... Quoi qu'il en soit, nous avons besoin des Safer et cet outil se mettra en place un jour ou l'autre.

développé le créneau des produits biologiques à destination notamment du marché français. On peut se reporter à l'article publié à ce sujet par LSA : <http://www.lsa-conso.fr/soria-natural-veut-seduire-la-france,47768>

¹¹ Professeur d'économie agricole et de marketing à l'Université de Gödöllő (Hongrie). Lire son intervention dans le cadre des 18es Controverses de Marciac – *La modernité, c'est la rénovation des institutions.*

http://www.agrobiosciences.org/article.php?id_article=3453

Sur la coopération. On se trouve dans un domaine surpolitisé. D'un côté, le terme de coopération lui-même est ambigu. De l'autre, le contexte actuel, en Hongrie, est tel qu'il est financièrement plus intéressant d'être une SARL, une Société anonyme à responsabilité limitée, qu'une coopérative. De fait, de nombreuses coopératives ont adopté ce statut. De ce côté-ci de l'Europe, il me semble que les coopératives évoluent également dans cette voie et s'apparentent plutôt à de grandes sociétés capitalistes.

Je pense que le système coopératif doit se métamorphoser et adopter les mêmes méthodes de gestion que celles des grandes sociétés pour pouvoir être plus compétitif.

Csaba Tabajdi

J'aimerais apporter une nuance concernant le chômage dans les nouveaux Etats membres. En Hongrie, le taux de chômeurs s'élève à 11% ; en Espagne, ce pourcentage est malheureusement plus élevé.

Ensuite, il y a un aspect dont nous n'avons pas parlé : le social. Vous n'êtes pas sans savoir qu'une partie des aides apportées au programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), qui possède un volet alimentaire important, proviennent du budget de la PAC. Dans ce cadre, il me semble important d'évoquer l'aspect social de la modernisation. Chez nous, dans les pays d'Europe centrale, exception faite de la Slovaquie qui a suivi une autre voie, nous avons connu une modernisation néolibérale basée sur les principes du consensus de Washington¹². Dans nos esprits, entrer dans la modernité signifiait rattraper l'Europe occidentale et adopter ses modes de vies. Peut-être cela vous semble-t-il bizarre, mais c'est ainsi.

¹² Le « consensus de Washington » désigne un ensemble de dix recommandations défini par l'économiste John Williamson en 1989. Parmi elles, la libéralisation financière, la libéralisation des échanges, l'élimination des barrières à l'investissement direct étranger, la privatisation des entreprises publiques, la dérégulation des marchés et la prise en compte des droits de propriété. Par la suite, la Banque mondiale comme le Fonds monétaire international (FMI) ont subordonné leurs prêts à l'adoption de politiques inspirées de ces thèses. Voir le détail dans le glossaire : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/banque-mondiale-fmi/glossaire.shtml>

Hervé Le Stum, qui a proposé une contribution, dit que l'agriculture française ne sera jamais moderne. Plus précisément, dénonçant le fait qu'en France l'agriculture n'est pas une activité mais un état, il écrit : « *connaissez-vous beaucoup de pays [...] où un préfet peut interdire à un fermier de prendre de nouvelles terres à bail sous prétexte qu'il en a déjà suffisamment, et les attribuer à quelqu'un de moins compétent ?* »¹³ Comme le gouvernement hongrois actuel fait la même chose, je me dis que, dans ce cas, nous sommes déjà assez modernes et assez français...

Tom Lines

Jacques Berthelot insiste sur deux points : le chômage et les aides. Chose étonnante, le chômage a peu augmenté en Grande-Bretagne malgré la profondeur de la crise, puisqu'il touche environ 2,5 millions de personnes. Pour autant, cela ne signifie pas qu'il n'augmentera pas car il y a encore de nombreuses suppressions d'emplois prévues dans le secteur public. En outre, si le taux de chômage est resté stable, les revenus ont diminué de 2 à 3% par an, depuis deux ou trois ans. Cela explique une chose que je n'ai pas dite à propos de la manifestation des éleveurs laitiers. Ces derniers ont dénoncé le fait que les prix d'achat du lait ne couvraient plus les coûts de production, situation difficilement viable à terme. Ils ont reçu le soutien du public. D'une certaine manière, les gens, confrontés aux grandes entreprises, se sont reconnus dans ce discours, cette dénonciation d'un système...

Sur les aides, je rejoins les propos de Jacques Berthelot : celles-ci doivent être plafonnées. D'ailleurs, si cette décision faisait l'objet d'un référendum en Grande-Bretagne, elle serait adoptée sans aucun problème. Mais il existe des blocus politiques, dont certains sont bien connus. Ainsi, on cite fréquemment les aides, massives, de l'ordre de plusieurs milliers d'euros, perçues par des membres de la famille royale ou de grandes entreprises. Cet exemple est un peu l'arbre qui cache la forêt. Regardons la représentation de l'agriculture dans la vie politique du Royaume-Uni : il n'y a qu'un seul syndicat de poids – le national farmers union. Ce dernier est bien implanté dans les instances politiques depuis un siècle ; les intérêts fonciers, dont les terres agricoles, ont toujours constitué

¹³ « *L'Agriculture sera moderne dans le monde entier, sauf en France où elle restera bloquée par la société* » http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3400

une part importante de la coalition du parti conservateur. Pour autant, ce syndicat n'est pas représentatif du monde agricole, du fait de la grande inégalité et de la forte disparité entre les surfaces des différentes propriétés. Voyez plutôt. La surface moyenne d'une exploitation est de 57 hectares. 14% des exploitations font plus de 100 hectares et possèdent à elles seules 65% de la surface agricole totale. Autrement dit, ce syndicat représente les gros propriétaires terriens. D'ailleurs, moins d'un tiers des agriculteurs y adhèrent. Quant à ses dirigeants, la superficie de leurs exploitations a de quoi donner le tournis. Le président partage avec son frère une exploitation céréalière de 620 hectares. De son côté, le vice-président s'occupe avec son frère jumeau d'une ferme de 1240 hectares, située au Pays de Galles, là où la surface moyenne des exploitations est de 40 hectares. On comprend mieux pourquoi ce syndicat est favorable à l'agriculture de marché et, à l'inverse, opposé aux subventions. Ses adhérents, gros propriétaires sont aptes à s'inscrire dans ce cadre. Cela ne signifie pas que tous les agriculteurs britanniques insistent aussi fort.

Raül Compés López

Je souhaiterais revenir sur quelques paradoxes espagnols. Le premier est que nous avons l'un des taux de chômage le plus élevé d'Europe puisqu'il atteint 24% de la population active. Pour autant, si vous allez faire un tour dans les campagnes espagnoles, vous pourrez constater que ce sont principalement des immigrés qui travaillent dans les champs.

Deuxième paradoxe. L'Espagne est en train de découvrir que l'agroalimentaire est un des secteurs les plus importants de son économie. Les citoyens commencent à s'en rendre compte, peut-être plus que les politiques. La crise a fait voler en éclat la bulle immobilière ; le marché de la construction s'est effondré. Ce n'est pas le cas du tourisme, de la construction automobile ou encore de l'agroalimentaire. Dans ce dernier secteur, la destruction d'emplois est relativement basse ; le solde du commerce extérieur, positif. Istvan Feher disait que les politiques hongrois parlent souvent d'agriculture avant les élections et bien peu après. En Espagne, je n'ai jamais entendu un premier ministre discuter d'agriculture et d'agroalimentaire avec un candidat. Il n'y a pas de débat politique sur ces questions et, ce, depuis longtemps. Malheureusement.

Le troisième paradoxe concerne l'agriculture biologique. Certes, ce secteur se déploie fortement, à ce détail près : la production n'est pas destinée au marché espagnol. Ainsi, 90% de celle-ci est exportée. C'est à la fois un atout et une faiblesse. Plusieurs stratégies sont mobilisées par les acteurs de ce secteur. Citons le label européen, les marques propres comme Soria Natural, les circuits courts, qui misent sur la proximité au sens du contact humain et de la confiance entre les personnes, ou encore, pour le marché extérieur, les cahiers des charges des clients. Cela fonctionne plutôt bien.

J'ajouterai une dernière remarque sur la PAC. Je ne crois pas du tout à l'idée de plafonner les aides. Pour ma part, je suis plutôt favorable au principe d'attribuer celles-ci selon des objectifs précis, une conditionnalité complète. Il faut donner des subventions aux agriculteurs en fonction des services qu'ils rendent à la société. A mes yeux, le système des droits à paiement unique (DPU), aides qui sont fonction de la surface, a été très délétère tant du point de vue de la considération sociale des agriculteurs que de la visibilité. Ce système est incompréhensible.

Bart Verhoef

Sur l'agriculture biologique. Cette dernière est une chose formidable. Mais n'oublions pas qu'elle est plus onéreuse. Elle implique donc un pouvoir d'achat plus grand. En Europe, la filière biologique est structurée à grande échelle et il y a quelques grandes coopératives d'achat. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie que si je vais voir la coopérative pour lui proposer mes pommes de terre au prix de 2€/kg, prix correspondant à la couverture des coûts de production, celle-ci me répondra : aucun problème, je vais les faire venir du Maroc pour 1,20€/kg. La filière biologique doit devenir compétitive. Il en va de même pour la PAC : on ne deviendra pas compétitif à grand coups de subventions...

Chaque pays doit trouver des moyens pour s'en sortir. Comment voulez-vous, compte-tenu des distorsions entre le coût de la main d'œuvre, les intrants, la réglementation, trouver des règles communes ? L'Europe a certes créé un espace de libre échange, mais elle a oublié tout le reste.

Dominique Olivier

Je vais réagir aux propos de Claude Laborde. On ne naît pas coopérateur : ce n'est pas génétique. Dès lors, je suis d'accord, la formation des futurs responsables professionnels est un élément clé du débat. Eliane Crepel m'a interpellé sur la question de la valeur. Des espaces de création de valeurs, il y en a partout. Permettez-moi un exemple. 2001, seconde crise de la vache folle. Des femmes d'éleveurs bovins se plaignent que, sur le marché de Figeac, on ne trouve pas de viande bovine locale. Problème. Nous décidons de créer une boucherie qui ne commercialise que de la viande bovine du coin. A l'époque, tout le monde nous dit que c'est une ineptie. 2003 : on recrute un boucher et on ouvre notre premier magasin avec un objectif de 300 000€/an. Aujourd'hui, nous allons ouvrir notre 3^{ème} boucherie dans la région, et notre chiffre d'affaire atteint 2 millions d'euros. Parfois, au regard des filières économiques, les choses ne semblent pas toujours cohérentes. Cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas créatrices de valeur. Lorsque nous avons décidé d'ouvrir cette boucherie, peu de gens y croyaient ; le projet est pourtant une réussite. Par ailleurs, j'évoquais tout à l'heure les circuits courts mais cette démarche n'est pas antagoniste avec des filières plus longues. Tout est complémentaire.

Pour autant, notre réussite n'est pas totale. Certes notre coopérative est passée de 8 à 130 salariés.

Mais parallèlement, le nombre d'agriculteurs continue à diminuer. Et de fait, j'ai le sentiment que globalement la valeur ajoutée s'amoindrit sur tous les territoires de France, y compris le nôtre. Dans le Lot, il y a vingt ans, on cultivait de la fraise, du maïs semence, du tabac, du blé ; on élevait du porc et des bovins. Aujourd'hui, il n'y a presque plus d'élevage de porc ; on ne cultive plus non plus de maïs semence, de tabac ou encore de fraise alors que le siège d'Andros se situe dans le Lot.

Même si les agriculteurs qui restent s'en sortent plutôt mieux que leurs aînés, le territoire produit moins de valeur. Il n'est pas impossible que, demain, se développent des élevages de vaches allaitantes très extensifs, sur 200 hectares. Il n'est pas exclu que plus aucun jeune ne souhaite reprendre une exploitation dans ces conditions. La question du renouvellement des générations se pose, réellement. Comment attirer les jeunes ? Poser ses valises quelque part est un choix de vie. Or ce dernier, c'est le territoire qui l'offre. Comment, dans ce cadre, travailler sur ce que Eliane appelait les valeurs retranchées ? Ces valeurs moins perceptibles, non monnayables, complexes, liées par exemple à la gestion du vivant, et qui peuvent attirer ceux qui ont la passion de ce métier.